

La soutenance de mémoire de Master en sciences sociales
- *pilier migration et citoyenneté* - de

Madame Laure-Anne Cibien

Right people, in the right place, at the right time : logiques politiques de la réinstallation de réfugié-e-s victimes du conflit syrien en Suisse.

aura lieu le

21 février 2018 à 14h00

A.-L. Breguet 1 (salle -010, niveau -1)

Directrice de mémoire : Christin Achermann

Expert : Etienne Piguet

Le but de notre recherche est de saisir les raisons de la mise en œuvre du programme de réinstallation des réfugié-e-s victimes du conflit syrien en Suisse dès 2013, en étudiant ses caractéristiques, ses usages ainsi que les interactions entre les acteur-ric-e-s impliqué-e-s.

La réinstallation est un outil traditionnel de l'aide humanitaire du UNHCR qui consiste à admettre des réfugié-e-s vulnérables d'un pays de premier accueil à un pays de réinstallation, dans lequel ces personnes sont reconnues comme réfugié-e-s selon les normes nationales. Le programme de réinstallation suisse est entrepris dès 2012, et se concrétise à travers un projet pilote 2013-2015 accueillant 500 réfugié-e-s victimes du conflit syrien, et un projet de réinstallation 2015-2017 pour 3000 personnes. La Suisse choisit parmi les réfugié-e-s reconnu-e-s et sélectionné-e-s par l'UNHCR au Liban et en Jordanie, des personnes vulnérables ayant la volonté et la capacité de s'intégrer en Suisse. Celles-ci doivent en effet accepter de suivre un programme d'intégration spécifique de deux ans, visant principalement à leur insertion professionnelle, une fois en Suisse.

L'adoption de ce programme et sa forme finale peuvent être comprises comme l'interaction des intérêts des différent-e-s acteur-ric-e-s impliqué-e-s. Dans ce cadre, la réinstallation est une forme d'aide humanitaire utilisée pour répondre à une préoccupation sécuritaire d'États tels que la Suisse. Pour ces derniers, l'arrivée illégale d'un grand nombre de migrant-e-s forcé-e-s et les contraintes de protections liées au droit international des réfugiés représentent une menace pour leur sécurité nationale. S'ajoute à cela dans le cas de la Suisse, la tradition humanitaire qui légitime son statut de puissance neutre au sein de la communauté politique internationale. Face à un engagement international et particulièrement européen en faveur des victimes du conflit syrien, l'absence de la Suisse pouvait impacter négativement ses relations internationales, surtout avec l'UE. Outre les intérêts en matière de politique étrangère ainsi défendus, la réinstallation tant désirée par certain-e-s acteur-ric-e-s est rendu possible car les victimes du conflit syrien jouissent d'une image de réfugié-e-s parfait-e-s, soit de victimes légitimes, dont les coûts de l'accueil et de l'intégration sont considérés comme plus faciles à justifier auprès de la population et des partis politiques. Cependant, les cantons, responsables des réfugié-e-s, et les milieux politiques xénophobes, pouvaient y faire obstacle, d'où selon nous l'insistance sur la sélection de personnes intégrables et la mise sur pied d'un programme d'intégration rigoureux.

Ce travail questionne les objectifs politiques poursuivis par la Suisse à travers la réinstallation, et l'entremêlement des définitions humanitaires et sécuritaires qualifiant la situation des migrant-e-s forcé-e-s originaire de Syrie.